

Discours tenu par Slobodan Milošević lors d'une Assemblée de délégués à Kosovo Polje, les 24 et 25 avril 1987.

La nuit et l'aube à Kosovo Polje

Nous n'avons pas besoin d'échanger nos places afin de déterminer les responsabilités comme l'a dit notre camarade tout à l'heure au cours de la discussion. C'est notre devoir. En ce qui concerne l'incident malheureux qui s'est produit aujourd'hui et l'intervention de la police, on déterminera la responsabilité de cette intervention qui n'était pas nécessaire. Lorsque notre camarade Mitar nous a informés de ce qui se passait devant l'édifice, vous savez pertinemment qu'en l'espace d'une minute nous nous sommes mis d'accord pour que ce ne soit pas la police qui s'occupe du maintien de l'ordre, mais que ce soit vous qui vous en chargiez dans l'intérêt de la sécurité des citoyens et des enfants qui se trouvent sur place. La preuve que nous nous sommes bien mis d'accord est que l'ordre a été maintenu tout à fait correctement et que les personnes se sont comportées de façon très digne.

Pour clore ce discours je souhaiterais ajouter quelques mots sur la façon dont se définissent, dont sont qualifiés nos rassemblements. Tout à fait brièvement, ces rassemblements ne sont pas des rassemblements nationalistes. Ces rassemblements ne sont pas des rassemblements hostiles. Et c'est bien pour cela, car je sais que la majorité des gens présents dans cette salle comme en dehors pensent de la même façon, précisément parce que ce ne sont pas des rassemblements d'ennemis mais de citoyens – que nous ne devons pas accepter que le malheur des gens soit foulé aux pieds par les nationalistes contre lesquels chaque honnête homme doit se dresser. Nous devons conserver l'unité et la fraternité comme la prunelle de nos yeux. Car c'est seulement sur cette base, aujourd'hui que l'unité et la fraternité sont menacées, que nous devons et pouvons gagner. Nous ne voulons ni ne pouvons séparer les gens en Serbes et en Albanais, mais nous devons faire la différence entre d'un côté, ceux qui sont honnêtes et progressistes et qui luttent pour l'unité, la fraternité et l'égalité nationale des droits, et de l'autre, les contre-révolutionnaires et les nationalistes. Si ce combat nous ne l'engageons pas et ne le renforçons pas, camarades, il n'y aura ni Kosovo, ni Serbie, ni Yougoslavie.

Par ailleurs, je veux que vous soyez convaincus qu'aucun des problèmes que vous avez évoqués, littéralement aucun mot ne sera retranché face aux membres du Comité central de la LC de Serbie. Et ce n'est pas pour les tenir informés mais afin de les régler dans le cadre de notre système institutionnel. Je me sens dans l'obligation de l'annoncer dès le départ car il n'est humainement pas possible d'évoquer toutes les questions qui viennent d'être soulevées.

Il est clair pour tout le monde aujourd'hui en Yougoslavie que le Kosovo est un grave problème de notre société qui se règle très lentement. Je dois vous dire, néanmoins, que si le Kosovo avait été le seul problème, ou tout du moins le seul gros problème de la société yougoslave, les choses se seraient réglées certainement plus vite et mieux.

Mais le Kosovo nous est apparu comme étant le problème le plus difficile, en même temps qu'une grave crise économique, au moment où le niveau de vie est tombé de façon drastique, où les prix ont augmenté, où le nombre de sans emplois n'a fait que croître.

S'y est ajoutée dans la foulée la crise politique : comme vous le savez la Yougoslavie en tant que pays est secouée par les séparatismes et les nationalismes dans de nombreuses régions, mais de loin rien de comparable au Kosovo, et ce, au moment où les forces anti-Yougoslaves et anticommunistes se font toujours plus présentes et plus agressives. Comme vous pouvez le constater, de sérieux problèmes se sont présentés au même moment et c'est pour cela que notre société et la Ligue des communistes rencontrent des difficultés et montrent des signes de lenteur quant à leur résolution.

Et pour régler tous ces problèmes, la Ligue des communistes n'a pas toujours été très unie ce qui l'a rendue d'autant moins efficace. Je ne dis pas cela pour nous justifier, car je n'en aurais pas le droit, mais j'en fais le constat.

Pour que nous puissions régler les problèmes au Kosovo, comme tous les autres problèmes auxquels nous sommes confrontés, il est indispensable que la Ligue des communistes soit unie et cette unité est le devoir le plus important incombant au Parti. Cet appel à l'unité a été relayé par presque tous les intervenants durant la Session de deux jours de la LC de Serbie. Je suis convaincu que nous avons fait un pas important en direction de l'unité de la LC de Serbie et de la LCY.

Et effectivement, l'unité peut nous permettre de régler de nombreux problèmes, pratiquement tous. Sans unité nous ne pouvons en régler aucun.

Malgré de nombreuses mesures qui ont été prises, vous en avez vous-mêmes mentionné quelques unes, notamment ces dernières années, la situation au Kosovo, d'un point de vue politique et économique reste encore insatisfaisante.

Le Kosovo demeure toujours sous-développé, le chômage est important de même que les crédits contractés à l'étranger, l'exportation est insatisfaisante, un grand nombre de projets sont restés inachevés. Mais ce qu'il y a de plus difficile, c'est que les abus ont toujours cours dans l'administration et dans d'autres services tant au niveau du travail que dans la fonction, et ce, même dans le domaine de la politique. Hier encore, nous discutons de cela durant la session de la Présidence du Comité de Province du Kosovo.

Nous évoquions également le fait que le système éducatif et l'enseignement comme la politique des cadres continuent à contribuer au séparatisme et souvent à la contre-révolution.

Le processus d'émigration forcée des Serbes et des Monténégrins sous la contrainte économique, politique ou simplement physique représente certainement le dernier exode tragique d'une population européenne.

C'est au Moyen-Âge que remontent pour la dernière fois les déplacements de convois de gens désespérés tels que ceux-ci.

Je sais que vous n'avez plus à écouter ce qui appartient au passé et que les analyses faites sur la situation actuelle ne vous intéressent plus. C'est logique. Vous et nous tous ne pouvons et ne devons être intéressés que par les accords qui améliorent les choses et qui règlent les situations qui vous ainsi que nous mêmes, et cela est justifié, ne nous satisfont pas.

Mais je désire tout d'abord vous assurer qu'un certain nombre de mesures concernant les conditions matérielles d'existence, les rapports politiques, la politique des cadres sont prises quotidiennement et que le rythme de ces changements va s'accélérer ces prochains mois.

On investit sans cesse dans le développement matériel du Kosovo, le séparatisme et le nationalisme ont subi le traitement de la contre-révolution, les changements des cadres vont croissants, des mesures légales, administratives et idéo-politiques sont prises. Personne n'est satisfait de la vitesse de ce processus, ni au sein du Comité de Province, ni au sein du CC de la LC de Serbie, ni au sein du CC de la LCY. C'est un constat que l'on a dressé hier durant la session de la Présidence du Comité de Province. Cependant, le processus s'accélère et je suis persuadé que cela ira encore plus vite. Et c'est quelque chose que vous devez savoir.

Mais, bien entendu, je ne voudrais pas vous laisser entendre que nous avons des raisons d'être satisfaits. Au contraire, Le Kosovo est pauvre, encore aujourd'hui. C'est la région la plus pauvre de notre pays. Les séparatistes et les nationalistes albanais se sont un peu calmés. Ils comptent sur le temps, et il est vrai que les circonstances jouent en leur faveur. Mais ils doivent savoir – que sur ce sol, il n'y aura plus de tyrannie. Les forces progressistes du Kosovo, la Serbie et la Yougoslavie ne le permettront pas.

D'un point de vue politique l'idée reste encore fortement présente à l'esprit que les revendications pour un Kosovo ethniquement pur, sont justifiées et possibles. Ceci est la base.

Car, partant du principe que la Province autonome du Kosovo est l'unité sociopolitique de la nationalité albanaise du Kosovo, ce que soutient la contre-révolution, la continuité logique veut que la Province se transforme, de facto et de jure, en République, ce qui constituerait un premier pas et

non des moindres vers le morcellement territorial de la RS de Serbie et de la SFRJ. Camarades, nous nous sommes élevés contre cela, ainsi que les progressistes au Kosovo, en Serbie et en Yougoslavie.

Lorsque l'on garde à l'esprit ce qui a été réalisé jusqu'à présent, comme tout ce qui reste encore à faire, et il reste incomparablement plus à faire que ce qui a été réalisé jusqu'à présent, ce ne sont pas des devoirs et des obligations qui nous attendent, mais une grande offensive du Parti dont le but doit être le développement matériel et culturel du Kosovo, et une vie libre et digne pour ses citoyens.

Mais nous devons au préalable clarifier certains malentendus. Par citoyens nous entendons toutes les personnes qui vivent dans la Province, et qui ne sont pas prises à partie dans leur vie de tous les jours pour leur nationalité, comme elles ne sont pas prises à partie au quotidien pour leur sexe, leur taille, leur milieu social, leur niveau d'études ou leur profession.

En ce sens, on ne peut pas parler de minorité ou de majorité au Kosovo. Les Serbes, les Monténégrins ne sont pas une minorité par rapport aux Albanais au Kosovo, de même que les Albanais ne sont pas une minorité en Yougoslavie, mais une nationalité qui vit ensemble et qui jouit des mêmes droits que les autres nations et nationalités dans trois de nos républiques socialistes.

La position en faveur d'un Kosovo ethniquement pur, isolé, autonome économiquement et politiquement n'est possible ni idéologiquement ni politiquement, ni ethniquement, et en définitive cette position irait à l'encontre de l'intérêt du peuple albanais. Ce type de nationalisme ne ferait que l'exclure de son environnement et non seulement le ralentirait, mais en stopperait le développement économique et spirituel. De la même façon que Enver Hodža [Enver Hoxha] par sa politique a exclu de l'Europe et privé le peuple Albanais par ailleurs peu nombreux et une société du reste fortement sous-développée – des possibilités de participer à la dynamique du monde moderne.

Or cette partie des Albanais aspire à l'Europe, au monde moderne et il ne faudrait pas les freiner dans cette voie.

Le nationalisme signifie toujours l'isolement par rapport aux autres, un repli sur soi et cela signifie aussi un retard dans le développement, car sans collaboration ni connexion avec l'espace yougoslave et bien au-delà de cet espace, il ne peut y avoir de progrès. Toutes les nations et nationalités qui s'enferment et s'isolent se comportent de façon irresponsable vis-à-vis de leur propre développement. C'est pourquoi nous les communistes devons tout faire pour éliminer les conséquences des comportements nationalistes et séparatistes des forces contre-révolutionnaires, tant au Kosovo qu'ailleurs dans le pays.

Mais notre objectif est de sortir de cet état de haine, d'intolérance et de défiance. Pour que tout le monde au Kosovo puisse bien vivre.

C'est pourquoi ce que je souhaite vous dire en premier en rapport avec cet objectif, Camarades, c'est que vous devez rester ici. C'est votre pays, c'est ici que se trouvent vos maisons, vos champs et potagers, vos souvenirs.

Vous n'allez tout de même pas abandonner votre pays parce qu'on y vit difficilement, parce que l'injustice et l'humiliation vous frappent. Il n'a jamais été propre à l'esprit des peuples serbe et monténégrin de reculer devant les obstacles, de se démobiliser lorsqu'il faut lutter, de se démoraliser lorsque la situation est difficile.

Vous devez rester ici à cause de vos ancêtres et de vos descendants. Vous couvririez de honte vos ancêtres, et vous décevriez vos descendants.

Mais je ne vous demande pas en restant, de supporter, de subir, et d'endurer une situation qui ne vous satisfait pas. Au contraire. Vous devez la changer, ensemble avec tous les progressistes d'ici, en Serbie et en Yougoslavie.

Ne me dites pas que vous ne pouvez le faire seuls. Il est clair que vous ne pouvez le faire seuls ! Nous changerons cette situation ensemble, nous en Serbie et nous tous en Yougoslavie. Nous ne pouvons dans un avenir proche ramener la composition nationale de la population du Kosovo à ce qu'elle était dans le passé. Mais nous pouvons au moins mettre un terme à l'émigration, garantir des conditions pour que tous ceux qui vivent au Kosovo se sentent chez eux, qu'ils vivent en toute égalité et qu'en toute égalité ils puissent partager le destin du Kosovo lié aux conditions économiques avant tout, et de toutes les autres conditions s'offrant à eux.

À notre époque, aux yeux d'un citoyen européen, ce vœu peut paraître absurde et risible. Il pourrait se demander, à raison : la vie et le travail des citoyens, leur sécurité et leur égalité des droits, leurs droits et leurs devoirs ne sont-ils pas régis par la Constitution et la loi ?

Elles les régissent lorsqu'elles sont appliquées, et lorsqu'elles ne sont pas appliquées elles ne les régissent pas, alors il faudrait que toutes les tribunes politiques rappellent à l'ordre les organes de l'État, que les organes de l'Administration fassent leur travail.

Ce travail, qui consiste à faire appliquer la Constitution et la loi au Kosovo est dans l'intérêt de tous ses citoyens. Des Serbes et des Monténégrins, mais aussi des Albanais, Camarades. Car si on légalise l'état de non droit, alors tous ceux qui sont exposés au non droit seront menacés. Aujourd'hui ce sont les Serbes et les Monténégrins qui souffrent le plus de la non application de la loi, mais demain, cela pourrait être les Albanais. C'est pourquoi l'introduction du respect de la loi, de l'ordre et de l'égalité des droits au sens social et historique vraiment profond est dans l'intérêt de tous les citoyens du Kosovo. C'est la première et la plus importante des choses que nous devons mener à bien au Kosovo.

La suivante est celle-ci : elle concerne en particulier le retour des experts au Kosovo. Je crois fermement que tant que le processus de retour au Kosovo ne sera pas relancé on ne pourra mettre fin au processus d'émigration.

Le retour des Serbes et des Monténégrins au Kosovo en est le processus. Nous ne pouvons pas adopter un décret et faire revenir de force les gens là où ils ne veulent pas être. Mais nous pouvons lancer une campagne politique en vue de créer des conditions matérielles, économiques, culturelles et de travail, pour que ceux qui sont partis du fait de l'insatisfaction et de l'injustice, réintègrent leur foyer, leur travail, et que cela se traduise dans les faits. Toutes les forces progressistes peuvent et doivent participer à la création de ces conditions, les communistes et la jeunesse, tout ce que la Serbie tient d'honnête et de progressiste. Le prix n'a pas besoin d'être élevé pour y parvenir.

D'habitude dans notre jargon politique on n'aime pas trop utiliser le terme de campagne mais plutôt celui de processus durable. Mais ici la situation est à ce point alarmante que nous devons mener une campagne, une vraie campagne pour rapatrier 50, puis 100, puis 200 professeurs, médecins et autres spécialistes indispensables, des travailleurs qualifiés, et enfin tous les autres. Cette campagne doit devenir un processus. Alors seulement cela aura un sens de mettre fin au départ des Serbes et des Monténégrins du Kosovo.

C'est vrai Camarades, en Yougoslavie aussi les payes sont faibles et les prix élevés, les chaussures et les livres sont chers, il est difficile de partir en vacances. Mais ce n'est pas cela qui va nous pousser à quitter la Yougoslavie pour nous installer dans un pays plus riche et plus heureux. Ce devrait au contraire être des arguments pour rester ici afin de rendre notre pays plus riche et plus heureux. Cela est possible mais à une condition : séparer les forces socialistes, l'unité et la fraternité, le progrès, des forces séparatistes, nationalistes et conservatrices. Dans cette séparation des progressistes face aux réactionnaires, les Serbes et les Monténégrins du Kosovo bénéficieront certainement du soutien de nombreux Albanais, de communistes et des albanais qui comptent parmi eux de la famille et des amis parmi lesquels les amis de leurs enfants. Car l'objectif commun de tout le monde ici est que la Province se développe économiquement et culturellement pour que les gens, tout le monde, vive mieux et plus heureux. Cet objectif doit réunir tous les travailleurs et les honnêtes gens, cela doit constituer la base de l'unité et de la fraternité au Kosovo.

C'est pour cela que je suis convaincu que seule la classe ouvrière du Kosovo peut être et doit être vecteur de l'esprit, de la fraternité, de l'unité, de la justice et du progrès, car c'est la seule qui a des intérêts communs et le moins de raisons de se séparer suivant une ligne nationale.

Elle a su combattre de plus grandes injustices. Elle seule peut vaincre celle-ci.

Il est clair que la LC doit prendre en considération le fait que la population s'adresse à elle car ceci est la preuve, comme quelqu'un l'a déjà souligné ici, que le peuple croit au Parti. Et c'est pour cela que je voudrais vous dire, Camarades, qu'au sein de la LC dans son ensemble, qu'au sein de la direction de la LC nous ferons tout notre possible afin de réaliser les objectifs que nous, en tant que LC, en tant que direction nous nous sommes fixés.

Toutes les questions sont à l'ordre du jour : les droits, les libertés, la culture, la langue et l'écriture. Toutes les questions, des frontières aux changements constitutionnels, de l'école maternelle aux cours de justice. Dans cette mer de problèmes graves qui suscitent l'inquiétude et l'amertume de tous les gens honnêtes au Kosovo, en Serbie, et en Yougoslavie, l'inquiétude et l'amertume seules ne suffisent pas. Mais que les populations du Kosovo, de Serbie et de Yougoslavie soient prêtes à régler ces problèmes, que chacune apporte son concours, et que tous ensemble nous retroussions nos manches afin de les régler, voilà la garantie de régler les problèmes systémiques, économiques et politiques du Kosovo.

En ce sens Camarades nous ne pouvons faire confiance en personne d'autre qu'en nous mêmes.

Je voudrais aussi vous assurer que chaque membre de la direction de la Ligue des communistes de Serbie et de Yougoslavie sera toujours prêt à entamer un dialogue comme celui-là et sera toujours présent pour s'occuper des affaires communes.

Soyez assurés que c'est un sentiment qui se retrouve à travers toute la Yougoslavie. Toute la Yougoslavie est avec vous. Il ne s'agit pas de dire que c'est le problème de la Yougoslavie, mais il s'agit de la Yougoslavie et du Kosovo. La Yougoslavie n'existe pas sans le Kosovo ! La Yougoslavie se désintégrerait sans le Kosovo !

La Yougoslavie et la Serbie ne donneront pas le Kosovo !